Le Conseil,

Vu le rapport du 9 décembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibérations en date des 24 février et 25 mai 1998, vous avez adopté les conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre du déploiement des réseaux de télécommunications passées entre la Communauté urbaine et, d'une part, CEGETEL et Télécom Développement, d'autre part, BELGACOM, Bouygues Télécom, OMNICOM, SIRIS, MFS et WORLDCOM.

Aujourd'hui d'autres opérateurs, qui ont des projets de développement dans l'agglomération, souhaitent signer cette convention. Il s'agit des sociétés COLT Télécommunication France, COMPLETEL France, Hermes Europe RAILTEL et RSL Com.

Afin d'éviter la multiplication des chantiers sur la voie publique occasionnant une gêne pour les usagers, la Communauté peut demander, à l'opérateur qui accepte, d'installer des fourreaux supplémentaires à destination des opérateurs ultérieurs qui ne seraient pas connus lors de la déclaration de l'intention de l'opérateur bénéficiaire.

La Communauté peut également demander l'installation d'un fourreau dit communautaire pour son propre usage et un fourreau dit de manoeuvre pour sa mission d'exploitation.

L'opérateur bénéficiaire garde la propriété des installations qu'il a créées ; il cède des fourreaux à des opérateurs attributaires.

La Communauté urbaine acquiert la propriété du fourreau communautaire et du fourreau de manoeuvre (ceux-ci seraient affectés au domaine privé de la Communauté).

La convention-cadre définit également les conditions d'accès aux installations de l'opérateur bénéficiaire par le ou les opérateur(s) attributaire(s) et les conditions d'exploitation des installations.

La Communauté n'aura à sa charge que les dépenses d'acquisition du fourreau communautaire et du fourreau dit de manoeuvre au fur et à mesure de l'avancement des projets de l'opérateur ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu lesdites conventions ;

Vu ses délibérations en date des 24 février et 25 mai 1998 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant qu'il convient de rajouter les sociétés TELE 2 France et 9 TELECOM comme bénéficiaires de cette convention ;

DELIBERE

1° - Accepte :

a) - les modifications proposées par monsieur le rapporteur,

b) - les conventions qui lui sont présentées d'utilisation du domaine public dans le cadre du déploiement des réseaux de télécommunications entre, d'une part, la communauté urbaine de Lyon, d'autre part, chacun des opérateurs suivants : COLT Télécommunications France, COMPLETEL France, Hermes Europe RAILTEL et RSL Com.

2° - Autorise monsieur le président à les signer pour les rendre définitives.

3° - Les dépenses liées à l'acquisition des fourreaux communautaires seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget primitif de la Communauté urbaine -direction de la voirie- - exercice 1999 - compte 215 720 - opération 0349.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,